



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Industrie automobile

Question au Gouvernement n° 442

Texte de la question

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Mme la présidente . La parole est à M. Alexandre Loubet.

M. Alexandre Loubet . Dans les dix prochaines années, 100 000 emplois industriels seront supprimés dans la filière automobile française en raison de l'interdiction de la vente des véhicules à moteurs thermiques à compter de 2035, interdiction que cette assemblée a rejetée grâce à la mobilisation des députés du groupe Rassemblement national (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN. – M. Gérauld Verny applaudit également*) mais que vous persistez à vouloir imposer. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

Cette transition à marche forcée du thermique vers l'électrique va provoquer une véritable hécatombe : même les rares créations d'emplois et d'activités que vous promettiez sont un échec cuisant ! Les gigafactories en sont la preuve : ces immenses usines de batteries électriques devaient être la vitrine de la réindustrialisation de la France mais, quelques mois seulement après leur inauguration en grande pompe, les voilà déjà contraintes à tourner en sous-régime voire, pour celles du groupe Automotive Cells Company (ACC), à licencier.

Monsieur le ministre de l'économie, votre politique nous mène droit dans le mur : il faut d'urgence changer de braquet ! C'est pourquoi le Rassemblement national lance sa commission d'enquête parlementaire visant à lever les freins à la réindustrialisation de la France, dont j'aurai l'honneur d'être le rapporteur.

Vous devez réagir dès à présent : sortez de votre idéologie ! Arrêtez de demander à nos entreprises d'être moins rentables ! Cessez de cantonner votre politique industrielle à des mesurette, à du saupoudrage d'aides ou à des gigafactories dont l'avenir est très incertain. Défendez les intérêts de la France, notamment en Europe, impulsez une véritable stratégie industrielle nationale en soutenant en priorité nos petites et moyennes entreprises et nos entreprises de taille intermédiaire qui représentent les deux tiers de notre potentiel de réindustrialisation.

Ma question est simple : allez-vous changer de politique industrielle ou serez-vous responsable et coupable de l'hécatombe industrielle qui nous attend ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN. – Mme Brigitte Barèges applaudit également.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique . La question industrielle est essentielle mais pourquoi êtes-vous si défaitiste ? (*Protestations sur les bancs du groupe RN.*)

M. Gérard Verny . Je dirais plutôt réaliste !

M. Emmanuel Fouquart . Prudent !

M. Éric Lombard, ministre . En réalité, nous sommes dans une situation très simple. Le conflit en Ukraine va nous obliger à engager encore plus vigoureusement la réindustrialisation du pays (*Protestations sur les bancs du groupe RN*) puisque nous devons rapatrier sur notre territoire les industries essentielles, dont l'automobile fait partie.

Mme Florence Goulet . Vous les avez laissé partir !

M. Éric Lombard, ministre . J'aborderai deux sujets : en premier lieu, la réglementation européenne Corporate Average Fuel Economy taxait les entreprises trop lentes à décarboner. La présidente de la Commission européenne a modifié ce schéma afin de lever ces sanctions.

M. Hervé de Lépinau . Merci Ursula !

M. Éric Lombard, ministre . En second lieu, l'électrification de notre industrie automobile nous donnera un avantage comparatif essentiel. En effet, l'ensemble de l'industrie mondiale est en train de s'électrifier et, si l'industrie chinoise a aujourd'hui un peu d'avance sur nous, nous sommes en passe de rattraper ce retard. (*Protestations sur les bancs du groupe RN.*)

Mme Florence Goulet . C'est une blague ?

M. Éric Lombard, ministre . Je vous encourage à interroger les patrons des entreprises françaises de construction automobile : ils ne souhaitent pas revenir sur la date de 2035 car ils sont en train de regagner un avantage compétitif que nous allons soutenir ! Je vous demande d'encourager avec moi tout ce qui permet de protéger et de développer notre industrie.

M. Vincent Descoeur . Nous sommes dans une impasse !

M. Éric Lombard, ministre . C'est une question d'indépendance nationale à laquelle vous devriez être attentifs !

Mme la présidente . La parole est à M. Alexandre Loubet.

M. Alexandre Loubet . Je vous remercie pour votre réponse qui confirme que le Rassemblement national est la seule alternative pour défendre nos industriels. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

Données clés

Auteur : [M. Alexandre Loubet](#)

Circonscription : Moselle (7^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 442

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 mars 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 mars 2025